



**Service public fédéral Justice**

**Circulaire ministérielle n°: ET/SE n°3**

**Objet** : Le mandat d'arrêt exécuté sous surveillance électronique

**Introduction**

La loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de justice qui modifie la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive prévoit la possibilité d'exécuter le mandat d'arrêt sous la forme d'une détention sous surveillance électronique.

La modification légale ne porte que sur les modalités d'exécution de la privation de liberté dans le cadre d'un mandat d'arrêt, en donnant aux juridictions d'instruction le choix entre soit une privation de liberté subie en prison soit une privation de liberté subie en surveillance électronique. Les conditions de délivrance d'un mandat d'arrêt restent inchangées par rapport à la loi antérieure. Les règles qui régissent la détention préventive sont d'application (délais, contrôle par les juridictions d'instruction, recours, droits de la défense, représentation par un avocat), seules les modalités d'application sont susceptibles de différer.

Chaque journée passée sous mandat d'arrêt en surveillance électronique est assimilée à un jour de détention préventive.

Concrètement, l'inculpé qui subit le mandat d'arrêt en surveillance électronique a l'obligation de rester en permanence à l'adresse que le mandat précise et ne peut quitter cette adresse que pour des déplacements autorisés, tels que décrits par l'AR du 26 décembre 2013.

Le CNSE planifie ces déplacements en fonction

- des nécessités de l'enquête (ex : audition par le juge d'instruction ),
- des nécessités de la procédure en cours (toutes les comparutions, les recours, les consultations du dossier (articles 21, §3, 22, 22 bis de la loi DP), etc.),
- ou d'une autre procédure judiciaire (par exemple, pour faire opposition auprès d'un huissier)
- des urgences médicales,
- des cas de force majeure.

Le CNSE avertit immédiatement le juge d'instruction de toute sortie dans un de ces cas.

### **Les modalités techniques**

Les détentions préventives sous surveillance électronique se font via un système de géolocalisation (GPS) permettant au CNSE de pouvoir déterminer en permanence le lieu où se trouve l'inculpé. Le système de géolocalisation est composé de trois éléments : un bracelet d'identification à porter en permanence à la cheville, un dispositif de géolocalisation mobile à porter par l'inculpé, un box qui sert de support au dispositif de géolocalisation lorsque l'inculpé est à sa résidence de surveillance et qui doit détecter le bracelet . L'inculpé doit suivre les instructions transmises par le CNSE.

Ce système de géolocalisation est suivi par le CNSE 24h/24h. L'inculpé doit porter le bracelet en permanence et prendre avec lui, à chaque déplacement autorisé, le dispositif de géolocalisation qui lui a été fourni par le CNSE. Il ne peut pas s'éloigner de celui-ci de plus de 2 mètres, sauf s'il est à son domicile.

L'inculpé doit répondre aux messages et suivre les instructions transmises sur le dispositif de géolocalisation (écran avec texte). Il doit également répondre oralement sur ledit dispositif si le CNSE le contacte via ce moyen.

Il doit être en permanence joignable par le CNSE sur son GSM.

## **Chapitre 1 : octroi et déroulement de la modalité**

### **1. décision d'octroi de la modalité**

La modalité peut être décidée par le juge d'instruction

- au moment de la mise sous mandat d'arrêt
- et à tout moment de la procédure, jusqu'à la clôture de l'instruction.

Le juge d'instruction peut à tout moment, révoquer la surveillance électronique et décider que la détention préventive sera subie en prison.

Ces décisions ne sont pas susceptibles d'appel.

A l'occasion du contrôle périodique qu'elles opèrent sur l'instruction, la Chambre du Conseil et la Chambre des Mises en accusation peuvent également décider que le mandat d'arrêt sera effectué en surveillance électronique, en précisant à quelle adresse cette modalité sera exécutée, ou, au contraire mettre fin à cette modalité.

#### **1.1 Décision du juge d'instruction**

Lorsque le juge d'instruction décide que la détention préventive sera subie en surveillance électronique, il le mentionne dans le mandat d'arrêt, en précisant à quelle adresse cette modalité doit être exécutée (art. 16, § 5, alinéa 3, de la loi relative à la détention préventive).

Le juge d'instruction peut également décider d'imposer des limitations en matière de contacts personnels, écrits, téléphoniques et/ou électroniques (art. 20, § 3bis, de la loi relative à la détention préventive).

Le juge d'instruction informe le directeur du Centre national de surveillance électronique (CNSE) de sa décision en transmettant une copie du mandat d'arrêt par fax au CNSE.

L'inculpé est conduit à la maison d'arrêt qui figure sur le mandat d'arrêt (art. 19, § 5, de la loi relative à la détention préventive) pour y être inscrit dans le registre de la prison. Si le mandat d'arrêt n'a pas été signifié par le greffier du juge d'instruction ou la police, le directeur de la prison le signifie à l'inculpé, dans un délai de 24 H, conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup> de la loi relative à la détention préventive.

Dès que l'inculpé a été inscrit dans le registre de la prison, le directeur de la prison prend contact avec le directeur du CNSE afin de fixer une date et une heure pour le placement et l'activation du matériel. L'inculpé séjourne dans la prison le temps strictement nécessaire au placement et à l'activation du matériel.

Une fois le matériel d'identification (bracelet) et de géolocalisation placé et activé en prison par l'unité mobile du CNSE, l'inculpé se rend immédiatement à l'adresse où se déroulera la surveillance électronique afin que le CNSE y installe le box de surveillance.

L'agent de l'unité mobile se rend à la résidence de l'inculpé en vue de placer le box de surveillance.

Si le CNSE ne peut accéder à la résidence, le juge d'instruction en est informé par le biais d'un rapport de signalement dont une copie est adressée au directeur de la prison. Le juge d'instruction informe le CNSE avec copie au directeur de la prison de sa décision quant à la modalité.

Si l'activation est impossible pour des raisons techniques ou d'autres motifs indépendants de la volonté de l'inculpé, le juge d'instruction et le directeur de la prison en sont informés par le CNSE. Le juge d'instruction informe le CNSE avec copie au directeur de la prison de sa décision quant à la modalité. Entre temps, l'inculpé est invité à retourner à la prison dans l'attente de la décision du juge d'instruction quant à la modalité.

### **1.2 Décision de la chambre du conseil ou de la chambre des mises en accusation**

Lorsque la juridiction d'instruction décide que la détention préventive sera subie sous la modalité de la surveillance électronique, elle précise dans sa décision l'adresse à laquelle cette modalité doit être exécutée.

## **2. première comparution devant la chambre du conseil**

- a. Vingt-quatre heures au moins avant la comparution, les lieu, jour et heure de la comparution sont communiqués à l'inculpé et à son conseil par le greffe du juge d'instruction (art. 21, § 2, de la loi relative à la détention préventive). Le greffier informe également le directeur du CNSE et le directeur de la prison des lieu, date et heure de l'audience. Le dossier est mis à la disposition de l'inculpé pendant le dernier jour ouvrable avant la comparution (article 21§3 de la loi DP). Le Centre

National de Surveillance Electronique transmet également cette information via SMS à l'inculpé (ou via email si c'est possible)

- b. Le greffier de la prison inscrit les inculpés en SE sur la liste du palais.
- c. L'inculpé se rend au tribunal par ses propres moyens et applique les directives techniques du CNSE.
- d. A l'issue de l'audience, l'inculpé informe le CNSE de son départ vers la prison. Le directeur de la prison avertit le CNSE de l'arrivée de l'inculpé à la prison.
- e. Le directeur de la prison lui signifie l'ordonnance de la Chambre du Conseil<sup>1</sup>.
  - o si la Chambre du Conseil maintient la détention préventive sous SE, le directeur invite l'inculpé à rejoindre le lieu désigné pour subir sa détention préventive sous SE et informe le directeur du CNSE du départ de l'inculpé. Si l'inculpé souhaite interjeter appel de la décision de la chambre du conseil, il peut soit le faire immédiatement via le directeur soit dans les 24 H de la signification au greffe du tribunal.
  - o Si la chambre du conseil maintient la détention préventive en supprimant la modalité de SE, l'inculpé peut faire appel de cette décision à la prison (ou son avocat au greffe du tribunal).

### **3. comparutions suivantes devant la Chambre du conseil et comparutions devant la Chambres des Mises en accusation**

Le greffier donne avis à l'inculpé et à son conseil que le dossier peut être consulté deux jours avant la comparution devant la chambre du conseil ou devant la Chambre des Mises en Accusation (article 22 de la Loi sur la DP). Le greffier informe également le directeur du CNSE avec copie au directeur de la prison des lieu, date et heure de l'audience.

La suite de la procédure se déroule – mutatis mutandis - selon les mêmes principes que ceux repris sous 2°, points b. à e.

## **Chapitre 2 : fin de la détention préventive**

1. Mainlevée du mandat d'arrêt : si le juge d'instruction décide de lever le mandat d'arrêt, il en informe le directeur du CNSE qui fait procéder à la récupération du matériel. Le directeur du CNSE avertit le directeur de la prison de la fin de la détention préventive. Le directeur de la prison procède à la clôture du dossier.

2. Décision de libération par la Chambre du Conseil (ou la Chambre des Mises en Accusation)

Le directeur de la prison informe l'inculpé de la décision de libération prise par la chambre du Conseil (ou la Chambre des Mises en Accusation). Il l'informe de la possibilité pour le ministère public d'interjeter appel (ou de se pourvoir en Cassation) de la décision. Le détenu est renvoyé à l'adresse où la surveillance électronique est exécutée. Le directeur de la prison informe préalablement le directeur du CNSE.

---

<sup>1</sup> Si la Chambre du Conseil a octroyé une remise (art. 32 L sur la détention préventive), le directeur de la prison porte cette décision à la connaissance de l'inculpé, avec copie au CNSE.

Si le ministère public interjette appel (ou se pourvoit en Cassation) de la décision de libération, il en avertit le directeur du CNSE avec copie au directeur de la prison. Le directeur du CNSE en informe l'inculpé par téléphone. La détention sous surveillance électronique se poursuit en attendant la décision statuant sur le recours.

En l'absence de recours, les dispositions sont prises en vue de la libération immédiate de l'inculpé. L'agent de l'unité mobile se rend à la résidence de l'inculpé en vue d'emporter le matériel de surveillance électronique (bracelet, dispositif de géolocalisation et box de surveillance) et de procéder aux éventuelles formalités administratives.

Le directeur du CNSE avertit le directeur de la prison de la fin de la surveillance électronique. Le directeur de la prison procède à la clôture du dossier.

### **Chapitre 3 : révocation de la modalité de surveillance électronique**

#### **1. par le juge d'instruction**

Le juge d'instruction peut à tout moment – à la demande du parquet notamment (art. 25 §2 de la loi relative à la DP) - décider de révoquer la modalité de la surveillance électronique. Il communique immédiatement la décision de révocation de la modalité au directeur du CNSE avec copie au directeur de la prison

A la requête du juge d'instruction, la police va chercher le détenu ainsi que le cas échéant le matériel de surveillance électronique (bracelet, dispositif de géolocalisation et box) et le conduit à la prison ainsi que le matériel de surveillance.

Le directeur de la prison signifie l'ordonnance à l'inculpé, puis enlève le bracelet électronique et récupère le dispositif de géolocalisation et le box après en avoir informé le directeur du CNSE (afin que celui-ci puisse adéquatement gérer les alarmes générées).

Le cas échéant, l'agent de l'unité mobile se rend à la résidence de l'inculpé en vue d'emporter le matériel de surveillance électronique et de procéder aux éventuelles formalités administratives.

#### **2. par la Chambre du Conseil ou par la Chambre des Mises en Accusation**

A l'occasion de son examen périodique, la Chambre du Conseil statue notamment sur la modalité de surveillance électronique. Si elle la révoque, l'inculpé reste détenu en prison. S'il fait appel (ou le parquet), il attend en prison la décision de la Chambre des Mises en Accusation.

Le CNSE procédera à la reprise du matériel lorsque la décision de révocation sera définitive.

Les mêmes règles s'appliquent - mutatis mutandis - à la décision de la Chambre des Mises en Accusation, dans l'attente de l'issue d'un pourvoi en cassation éventuel.

## **Chapitre 4 événements qui se produisent durant la modalité**

### **Section 1 : incidents**

1. Tous les événements constitutifs d'évasion, c'est – à – dire lorsque l'inculpé s'est soustrait à l'exécution du mandat d'arrêt sous SE, doivent être signalés par le CNSE
  - au juge d'instruction,
  - au directeur de la prison ;
  - à la police
2. Si l'inculpé :
  - N'est pas joignable par téléphone
  - Sort de la zone géographique et n'est pas joignable par téléphone
  - Tente de se soustraire à la surveillance électronique
  - Endommage intentionnellement le matériel ou refuse l'accès à son lieu de résidence à l'agent de l'unité mobile,

- ...,

le directeur du CNSE en informe le juge d'instruction.

### **Section 2 : exécution d'un titre d'écrou supplémentaire**

#### **2.1 Délivrance d'un mandat d'arrêt dans une nouvelle affaire**

Si un nouveau mandat d'arrêt est décerné, le directeur de la prison en informe immédiatement le juge d'instruction et le directeur du CNSE.

La détention se poursuit conformément à la modalité du nouveau mandat d'arrêt.

S'il s'agit d'un mandat d'arrêt à exécuter en prison, le directeur de la prison enlève le bracelet électronique et le dispositif de géolocalisation et le box après en avoir informé le directeur du CNSE (afin que celui-ci puisse adéquatement gérer les alarmes générées

Le cas échéant, l'agent de l'unité mobile se rend à la résidence de l'inculpé en vue d'emporter le matériel de surveillance électronique et de procéder aux éventuelles formalités administratives.

#### **2.2 Une condamnation prononcée avec arrestation immédiate**

La police procède à l'arrestation immédiate et l'inculpé est transféré à la prison la plus proche. La police récupère le matériel (bracelet, dispositif de géolocalisation et box) qui se trouve à l'adresse de surveillance électronique et le remet au directeur de la prison.

Le directeur de la prison avertit immédiatement le juge d'instruction et le directeur du CNSE de l'exécution d'une condamnation avec arrestation immédiate afin que celui-ci puisse adéquatement gérer les alarmes générées .

Le cas échéant, l'agent de l'unité mobile se rend à la résidence de l'inculpé en vue d'emporter le matériel de surveillance électronique et de procéder aux éventuelles formalités administratives.

### ***2.3 Une condamnation/des condamnations dont le total à subir excède trois ans d'emprisonnement***

En cas de recommandation d'une condamnation/de condamnations dont le total des peines est supérieur à trois ans, le directeur de la prison contacte le parquet pour l'informer que l'intéressé est sous mandat d'arrêt sous SE, en lui précisant à quelle adresse.

Si l'intéressé se constitue, il se présente à la prison avec le matériel de surveillance électronique. S'il fait l'objet d'une ordonnance de capture, la police récupère le matériel et le remet au directeur de la prison.

Le directeur de la prison avertit immédiatement le juge d'instruction et le directeur du CNSE de l'arrivée du détenu.

Le cas échéant, l'agent de l'unité mobile se rend à la résidence de l'inculpé en vue d'emporter le matériel de surveillance électronique et de procéder aux éventuelles formalités administratives.

### ***2.4 Une condamnation/des condamnations dont le total à subir n'excède pas trois ans d'emprisonnement***

En cas de recommandation d'une condamnation/de condamnations dont le total des peines à subir est inférieur ou égal à trois ans, le directeur de la prison informe le directeur du CNSE et lui demande de contacter le détenu afin que ce dernier se présente à la prison à une date et une heure données.

Le cas échéant, le directeur de la prison informe le directeur du CNSE que l'intéressé est renvoyé à son adresse pour y subir sa peine selon les modalités prescrites pour cette catégorie de condamnés. Le détenu subit sa peine en SE, aux mêmes conditions que celles qui sont prévues dans le cadre du mandat d'arrêt, jusqu'à la date prévue pour sa libération provisoire.

Le directeur de la prison informe le juge d'instruction et le parquet qui a recommandé l'exécution de la peine.

En cas de mainlevée du mandat d'arrêt ou de libération dans le cadre de sa détention préventive, le condamné reste en SE pour subir jusqu'à la date de libération provisoire. Le directeur en informe le CNSE pour lui permettre d'organiser la modalité de SE en tant que modalité d'exécution de la peine.

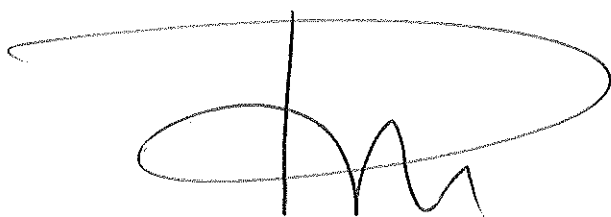
Si la décision de mettre sous SE relève de la DGD (voir point 2, section 1, Chapitre II de la CM du 17 juillet 2013), l'intéressé attend en prison la décision de la DGD.

## **Chapitre 5 : intervention financière**

Afin de permettre également aux inculpés sans ressources de bénéficier d'une surveillance électronique, le Service public fédéral Justice leur octroie, le cas échéant, une intervention financière une allocation entretien détenu, sur base des critères d'octroi de la circulaire du 1<sup>er</sup> janvier 2007 relative aux personnes sous surveillance électronique sans moyens d'existence.

La Ministre de la Justice,

Annemie Turtelboom

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping oval shape with a vertical line through it, and a series of smaller, connected loops below.